

Cahors. Voie verte : la colère rouge des opposants

Publié le 16/04/2013

Conseil général : séance très agitée



Les opposants à la voie verte grondent. Ici, le très virulent Christophe Schimmel

La température est montée de quelques degrés hier dans l'hémicycle du conseil général, à Cahors, où les opposants à la voie verte ont voulu exprimer leurs arguments. La bataille du rail a fait rage de longues minutes avant qu'une délégation d'opposants soit reçue en aparté. Nous y étions. Récit...

Ambiance houleuse hier au conseil général du Lot à Cahors. Sous la bannière CGT, les voix d'une quarantaine d'opposants au projet de voie verte sur la ligne Cahors-Capdenac se sont élevées pour réclamer la parole dès l'ouverture de la séance plénière (lire aussi en page 32). «Vous ne parlerez pas» leur rétorque aussitôt Gérard Miquel, président du conseil général, bien décidé à dérouler l'ordre du jour sans emprunter l'aiguillage proposé par les opposants. Leur colère redouble

d'intensité. Ils s'agitent et brandissent leurs pancartes. «Nous ne sortirons pas d'ici. Nous voulons débattre. Nous sommes venus chercher les résultats de l'étude portant sur la voie verte. Elle doit être publique car elle est financée par le contribuable lotois», lance Christophe Schimmel très remonté au point de crier des «Cahuzac, Cahuzac...» aux élus qui quittent alors aussitôt la salle.

Une poignée d'entre eux reste cependant dans l'hémicycle, parmi lesquels Serge Despeyroux qui soutient l'action des opposants à la voie verte. «Nous demandons la confrontation de notre projet avec l'étude que nous attendons», sollicite-t-il.

Les conseillers généraux de l'opposition interviennent. «Je suis sensible à votre action, mais je ne considère pas que vos propositions sont sérieuses. On ne peut pas espérer 2000 passagers par jour sur cette ligne», estime Michel Roumégoux tandis qu'Aurélien Pradié conteste «l'absence de démocratie dans ce dossier». Pas sûr que les deux élus aient marqué des points auprès des opposants : «Là, tu vois, on a d'un côté la droite molle et de l'autre la droite dure», chuchote un cheminot à l'oreille d'un syndicaliste.

De la contestation à la confrontation

Philippe Jorrey, secrétaire CGT des cheminots de Cahors, ramène le débat sur les bons rails : «Nous répétons depuis des mois que le projet de voie verte, axé sur des projets touristiques privés, ne va pas dans le sens du bien général et de l'intérêt collectif des Lotois. Le démantèlement de cette infrastructure historique serait un coup porté au service public et à son potentiel de développement économique futur», pense-t-il.

Geneviève Lagarde, vice-présidente du conseil général, endosse le rôle de chef de gare et désamorce le ton explosif de la séance. «Vous allez être reçus en petite délégation», annonce-t-elle aux manifestants (lire notre encadré). «Nous sommes d'accord, mais à condition que le président Miquel soit présent. Nous souhaitons aussi un vrai débat contradictoire. Nous voulons une confrontation de nos projets devant les citoyens», insiste Philippe Jorrey soucieux d'embarquer un maximum de monde dans le wagon de la contestation.

Gérard Miquel : «Je ne m'appelle pas Cahuzac»

Retour au calme. Ambiance feutrée dans la petite salle où Gérard Miquel reçoit une délégation d'opposants à la voie verte. «M. Miquel, nous voulons voir cette étude», réclame Christophe Schimmel. «Mais bon sang, si j'avais les résultats, je communiquerais ceux-ci. Ils sont normalement prévus en septembre. Je vais faire accélérer l'étude. Dès que nous posséderons celle-ci, nous confronterons les deux projets. L'étude doit nous éclairer sur la pertinence de la voie verte, l'intégration

d'un train touristique et la place des vélos dans ce projet...», détaille Gérard Miquel. Au passage, celui-ci répond à la «provocation» Christophe Schimmel : «Je suis content que tu te souviennes de mon nom. Je ne m'appelle pas Cahuzac». Puis il énonce «sa» priorité : «Nous nous battons pour la ligne Paris-Toulouse. Il faut la rénover. Les usagers ont besoin de trains corrects».